



Maison de l'Europe de Paris



## ■ **Le plan de relance européen « Next Generation EU » : Faire face à la crise économique du COVID**

**Le 27 mai 2020, la Commission européenne a proposé le plan « Next Generation EU » comme instrument temporaire en réponse à la crise du COVID. Depuis, les institutions européennes et les États membres travaillent ensemble pour faciliter la reprise économique. Avec un budget de plus de 800 milliards d'euros, « Next Generation EU » a pour but de reconstruire l'Europe post-COVID afin d'avoir un futur *plus vert, plus numérique et plus résilient*.**

L'épidémie du Covid-19 et les confinements ont entraîné une chute du PIB européen de 7,4% voire plus dans les pays déjà fragilisés comme l'Italie ou l'Espagne. Les États membres ont été obligés de s'endetter pour répondre à la crise et les besoins extraordinaires de cette situation. Pour faire face aux banques méfiantes, les États et les institutions européennes se sont endettés ensemble, cet exercice étant très ambitieux à l'échelle européenne. Ainsi, les banques ont été rassurées et l'Union européenne a pu obtenir un prêt commun avec un taux très faible.

Il faut souligner que « Next Generation EU » regroupe différents budgets. Le « Plan pour la Reprise et la résilience » a reçu 750 milliards d'euros qui vont être reversés aux États membres en fonction de leur taille et de leurs besoins, soit sous forme de subventions ou de prêts. « REACT-EU » se concentre sur les mesures de réaction visant à remédier aux conséquences de la crise. 50,6 milliards d'euros y sont consacrés. Enfin, « Next Generation EU » complète les budgets de programmes et fonds européens comme Horizon 2020 ou InvestEU.

### **> Des plans de relance nationaux aux critères européens**

Les gouvernements nationaux ont dû constituer des programmes de relance afin de faire reculer le spectre de la récession et du chômage de masse. Les 26 plans ont été soumis à la Commission européenne et au Conseil qui ont vérifié le respect des critères européens : 37 % des dépenses doivent concerner des objectifs environnementaux et 20 % la digitalisation de l'économie. Les premiers paiements seront distribués pendant l'été 2021 à hauteur de 13 % du montant total. Les remboursements seront ensuite étalés entre 2028 et 2058.

Le plan de relance français (« France Relance ») a été présenté par le Ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, en septembre 2020. Il est financé à hauteur de 40 % par le programme « Next Generation EU » soit environ 40 milliards sur 100 milliards d'euros. Le montant restant



## Maison de l'Europe de Paris

sera financé par la France avec l'aide de la Caisse des dépôts. Le recours aux prêts est toujours envisageable. Le programme respecte les critères européens en se construisant autour de trois grandes priorités : l'« écologie et transition énergétique », la « compétitivité des entreprises » et la « cohésion des territoires ».

### > L'unité européenne comme réponse aux crises

Si le plan de relance s'organise au niveau européen, c'est notamment pour permettre la mise en place de plans dits « structurels » et non « conjoncturels ». Cette différence marque une étape historique dans la construction européenne. En effet, face à la crise de l'euro en 2008, presque aucune réaction budgétaire commune n'avait été prise.

Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne a montré que les pays européens ont constitué un front uni de solidarité en allant en visite officielle dans les pays de l'UE afin d'annoncer l'approbation des plans.

La première visite a été faite le 16 juin au Portugal, également symbole d'unité puisque ce pays assurait la présidence du Conseil de l'UE. Quant au Président Macron, il a accueilli la Présidente de la Commission le 23 juin, accompagné de Bruno Le Maire, Ministre de l'Economie et Clément Beaune, Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes. Ils ont visité le Très Grand Centre de Calcul du Commissariat à l'Energie atomique où ils ont vu le premier prototype d'ordinateur hybride intégrant un accélérateur quantique d'ici à 2023.

Enfin, « Next Generation EU » sert de levier dans les relations politiques avec les Etats. C'est le cas actuellement de la Hongrie puisque la Commission ne s'est toujours pas prononcée sur ce plan pourtant soumis le 12 mai avec un budget de 7.2 milliards d'euros. Cette attente se tient sur fond de tensions importantes suite à l'adoption d'une loi discriminante envers les personnes LGBTQIA+ qui interdit la « représentation et la promotion d'identité de genre différentes du sexe à la naissance, du changement de sexe et de l'homosexualité » auprès des mineurs.

Pour en savoir plus sur les plans de relance nationaux, découvrez quelques communiqués de presse de la Commission européenne : [France](#), [Irlande et Suède](#), [Slovénie](#), [Grèce](#), [Tchéquie](#), [Chypre](#), [Croatie](#), [Lituanie](#), [Belgique](#)...

*Article rédigé par le Centre d'Information Europe Direct de la Maison de l'Europe de Paris et publié en partenariat avec Voix d'Europe le 28/07/2021.*